

rait à s'accrocher, à continuer à exploiter leurs fermes et à produire pour les consommateurs pendant une autre année.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, l'honorable représentant aborde cette question sous un angle différent que je trouve fort judicieux. Peut-être n'a-t-il pas entendu que le gouvernement a annoncé ce matin qu'il verserait 81 millions de dollars aux exploitants agricoles, notamment aux céréaliers de l'Ouest.

**M. Epp:** Cela fait \$400 chacun.

**M. Trudeau:** Peut-être l'honorable représentant ne l'a-t-il pas appris ce matin, mais j'en profite pour le lui annoncer au cas où il ne le saurait pas.

**Mme le Président:** Le député de Portage-Marquette.

**M. Trudeau:** J'ai dit que nous verserions 81 millions de dollars. De toute évidence . . .

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le très honorable premier ministre n'a pas la parole pour l'instant.

#### L'ADOPTION D'UN PROGRAMME DE TAUX D'INTÉRÊT PRÉFÉRENTIELS

**M. Charles Mayer (Portage-Marquette):** Madame le Président, cette annonce est certes la bienvenue. Je sais qu'elle sera bien accueillie, mais nous avons quelques réserves.

Je me permets de signaler au premier ministre que les agriculteurs américains ont accès à des programmes, par le biais de ce que l'on appelle les banques intermédiaires fédérales et les associations de crédit à la production, qui leur permettent d'emprunter à 16 p. 100. Si l'on calcule 1 p. 100 de plus que le taux privilégié, il semble que notre crédit agricole coûte quelque 6 p. 100 de plus qu'aux États-Unis.

Le premier ministre est-il disposé à demander à la Société de crédit agricole ou à la Banque fédérale de développement de s'inspirer de certaines des idées novatrices appliquées aux États-Unis et de certaines des nôtres en vue de faire baisser les taux d'intérêt à l'intention des agriculteurs?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, c'est justement la raison d'être de la Société de crédit agricole, de permettre aux agriculteurs canadiens d'emprunter à des taux préférentiels.

**Des voix:** Oh, oh!

#### LE CRÉDIT À COURT TERME

**M. Charles Mayer (Portage-Marquette):** Madame le Président, mon autre question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il devrait savoir que les fonds empruntés à la Société du crédit agricole ne doivent pas servir au financement au jour le jour, par exemple, pour acheter des fertilisants ou des provendes. C'est le genre de choses dont je parle. Nous nous inquiétons plus des taux d'intérêt à court terme que des taux à long terme. A mon avis, c'est là le genre de suggestions que nous pourrions faire si le gouvernement voulait vraiment les examiner.

#### Questions orales

A nouveau, j'exhorte le premier ministre à considérer la possibilité que la Société du crédit agricole ou la BFD se servent de certains de ces effets pour réduire le coût du crédit d'exploitation, non seulement pour les agriculteurs mais aussi pour les petites entreprises.

**Des voix:** Bravo!

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le ministre des Finances a déjà répondu à la question du député.

\* \* \*

#### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### EL SALVADOR—LES NÉGOCIATIONS EN VUE D'UNE SOLUTION PACIFIQUE DU CONFLIT

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, j'ai une question à poser au très honorable premier ministre. Dans un discours qu'il faisait à la Chambre lundi, le premier ministre a demandé qui était son prochain, pour dire avec juste raison que lorsque dans un endroit du monde on assassine des enfants ou que l'on emprisonne des syndicalistes, nous devons tous considérer les victimes comme notre prochain.

Puisque l'ex-ambassadeur des États-Unis a déclaré que les forces de sécurité relevant du gouvernement du Salvador ont assassiné 5,000 enfants et que dans ce pays on emprisonne tous les jours des syndicalistes, dont trois avaient été arrêtés la veille de mon arrivée à San Salvador, je voudrais que le premier ministre me dise si le vocabulaire qu'il emploie pour traduire les idéaux du tiers monde a un sens quelconque? N'est-il pas temps qu'il fasse preuve de leadership et s'associe au gouvernement du Mexique dans la recherche d'un règlement pacifique négocié du conflit violent qui se déroule au Salvador?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député sait pour avoir visité ce pays que les deux côtés se livrent à des actes de violence. Je ne chercherai pas à tirer un bilan favorable à un côté ou à l'autre. Je dirai que des deux côtés il y a des extrémistes qui se livrent à d'inutiles actes de violence.

● (1425)

Comme solution, le député propose un règlement négocié. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures citait hier une déclaration par laquelle le président Duarte manifestait lui aussi le désir de négocier. Il désire, a-t-il dit, des négociations conduisant à des élections libres. Il me semble que cela n'a rien d'inacceptable pour ce côté-ci ni pour celui du député. Nous sommes certes d'accord tous les deux sur la nécessité d'une solution politique au Salvador, solution que le chef du Nouveau parti démocratique a lui-même appelée de ses vœux, et dans ces termes, je pense. La question est de savoir s'il est possible d'avoir un règlement politique sans élections démocratiques. Je pense que cette voie est la meilleure, si elle est praticable.